

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/DEU/1

24 octobre 1996

(96-4451)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Allemagne¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation de l'Allemagne ainsi que les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données lors de la réunion du Conseil tenue du 22 au 25 juillet 1996², dans le cadre de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes.

I. DECLARATION LIMINAIRE

Les règles de base de la législation allemande sur le droit d'auteur sont codifiées dans la Loi relative au droit d'auteur et aux droits connexes de 1965, modifiée pour la dernière fois en 1995. Les dispositions concernant la gestion collective des droits d'auteur figurent dans la Loi relative à l'administration des droits d'auteurs et des droits connexes de 1965. Des versions actualisées de ces deux textes ont été communiquées au Secrétariat de l'OMC (ces documents sont distribués sous les cotes IP/N/1/DEU/C/1 et 2).

La Loi relative au droit d'auteur se divise en cinq parties:

- | | |
|------------|--|
| Partie I | cette partie traite des droits d'auteur, à savoir les oeuvres protégées, la paternité, les droits moraux, les droits d'exploitation exclusifs et leurs limitations. Une section spéciale (n° VIII) est consacrée aux programmes d'ordinateurs. |
| Partie II | cette partie traite des droits voisins, notamment les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. |
| Partie III | cette partie contient des dispositions spéciales se rapportant aux productions audiovisuelles. |

¹La notification par l'Allemagne de ses lois et réglementations dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes au titre de l'article 63:2 de l'Accord a été distribuée sous les cotes IP/N/1/DEU/1/Rev.1, IP/N/1/DEU/C/1, IP/N/1/DEU/C/1/Add.1 et IP/N/1/DEU/C/2.

²Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

- | | |
|------------------------|--|
| Partie IV | cette partie traite des recours en cas d'atteinte aux DPI ainsi que des mesures aux frontières. |
| Partie V,
section 1 | cette section contient les dispositions relatives à la protection des détenteurs de droits étrangers pour les diverses catégories de droits de propriété intellectuelle. |

Les amendements de 1993 et 1995 ont renforcé la protection des programmes informatiques, introduit le principe d'un droit de location global exclusif au bénéfice des auteurs, des producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants et porté à 50 ans la durée de protection pour les producteurs de phonogrammes. La Loi sur le droit d'auteur a ainsi été harmonisée avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

L'Accord sur les ADPIC, qui fait partie intégrante de l'Accord sur l'OMC, a été approuvé par le Parlement sous forme d'une loi autorisant la ratification (loi d'approbation). Suivant une tradition bien établie en Allemagne, les dispositions des traités internationaux sont directement applicables dans l'ordre juridique allemand, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des personnes physiques, lorsque le contenu des dispositions conventionnelles est suffisamment précis pour être d'application immédiate. Dans le mémoire accompagnant le projet de loi par lequel l'Accord sur l'OMC a été soumis à l'approbation du Parlement, le gouvernement a confirmé ce principe général, en particulier à l'égard des dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

1. *Prière d'expliquer si et comment la loi allemande protège les oeuvres, les phonogrammes et les représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, et si et comment elle leur accorde une protection sur la base du traitement national, comme l'exige l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (d'une manière générale, pour ce qui concerne le droit d'auteur et les droits voisins) et l'article 9:1 de l'accord (qui incorpore l'article 5 1) de la Convention de Berne). En particulier, prière d'expliquer comment le traitement national est accordé en ce qui concerne la répartition de la rémunération pour copie privée prévue par les dispositions pertinentes de votre loi.*

I. Première phrase

Le traitement national en faveur des Membres de l'OMC est appliqué de la manière suivante:

- a) Auteurs (à l'exclusion des producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants qui sont, à ce titre, détenteurs de droits voisins en vertu de la législation allemande).
 - 1. L'article 120 de la Loi sur le droit d'auteur accorde une protection aux oeuvres des auteurs de nationalité allemande, que celles-ci soient ou non publiées et quel que soit le lieu de publication.
 - 2. L'article 121, paragraphe 1, accorde une protection aux oeuvres publiées pour la première fois ou simultanément en Allemagne, quelle que soit la nationalité de l'auteur.
 - 3. L'article 121, paragraphe 4, accorde une protection aux oeuvres d'auteurs étrangers dans la mesure prescrite par les accords internationaux auxquels l'Allemagne est partie. Ces accords sont la Convention de Berne ainsi que l'Accord sur les ADPIC. L'obligation d'application du traitement national prévue aux articles 3 et 9, paragraphe 1 de l'Accord sur les ADPIC se trouve ainsi concrètement incorporée dans la Loi sur le droit d'auteur. Il s'ensuit que l'étendue de la protection dont bénéficient les auteurs

étrangers aux termes de cet article dépend exclusivement de la façon d'interpréter les dispositions desdits traités puisque la protection accordée par la législation allemande aux auteurs allemands - voir l'article 120 ci-dessus - n'est limitée par aucun autre critère d'admissibilité. Les exceptions au traitement national prévues dans la Convention de Berne et acceptées aux termes de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC sont incorporées dans la Loi allemande relative au droit d'auteur par le biais de l'article 121, paragraphe 4.

b) Producteurs de phonogrammes

1. L'article 126, paragraphe 1, dispose que les ressortissants allemands et les sociétés ayant leur siège social en Allemagne bénéficient de la protection accordée aux producteurs de phonogrammes que leurs phonogrammes aient été ou non publiés et quel que soit le lieu de publication.
2. L'article 126, paragraphe 2, dispose qu'une protection est accordée aux phonogrammes publiés pour la première fois ou simultanément en Allemagne quelle que soit la nationalité du producteur ou, s'il s'agit d'une compagnie, quel que soit le lieu où elle a son siège social.
3. L'article 126, paragraphe 3, dispose que les citoyens étrangers et les sociétés étrangères ayant leur siège social hors d'Allemagne bénéficient de la protection accordée aux producteurs de phonogrammes dans la mesure prévue par les accords internationaux auxquels l'Allemagne est partie. L'Accord sur les ADPIC est au nombre de ceux-ci. L'obligation d'application du traitement national énoncée à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC, y compris les exceptions prévues dans la Convention de Rome, se trouve ainsi concrètement incorporée dans la Loi allemande sur le droit d'auteur.

Il s'ensuit que l'étendue de la protection accordée aux producteurs étrangers dépend exclusivement de l'interprétation qui est faite de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC puisque la protection accordée aux producteurs allemands au titre de l'article 126, paragraphe 1, n'est subordonnée à aucun autre critère d'admissibilité.

En ce qui concerne la Convention de Rome, l'Allemagne a informé l'OMC qu'elle n'applique pas le critère de la fixation.

Etant donné que la législation allemande sur le droit d'auteur ne reconnaît pas aux producteurs de phonogrammes la qualité d'auteur, l'article 9, paragraphe 1, de l'Accord sur les ADPIC ne peut être invoqué en leur faveur.

c) Artistes interprètes ou exécutants

1. L'article 125, paragraphe 1, accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants allemands quel que soit le lieu où ils se produisent et le lieu où leur prestation est publiée ou fixée.
2. Les artistes interprètes ou exécutants bénéficient de certains droits exclusifs spécifiques, soit inconditionnellement, soit sous certaines conditions, conformément à l'article 125, paragraphes 2-4 et 6.
3. L'article 125, paragraphe 5, dispose en outre que les artistes interprètes ou exécutants étrangers sont protégés dans la mesure prévue par les accords internationaux auxquels

l'Allemagne est partie. L'Accord sur les ADPIC est au nombre de ceux-ci. L'obligation d'application du traitement national énoncée à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC se trouve ainsi incorporée dans la Loi allemande sur le droit d'auteur. Il s'ensuit que l'étendue de la protection accordée aux artistes interprètes ou exécutants étrangers dépend exclusivement de l'interprétation qui est faite de l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC, puisque la protection accordée aux artistes interprètes ou exécutants allemands en vertu de l'article 125, paragraphe 1 (ci-dessus), n'est subordonnée à aucun autre critère d'admissibilité.

II. Deuxième phrase - traitement national en ce qui concerne la répartition de la rémunération pour copie privée

Le droit à une rémunération pour copie privée au titre de l'article 54 de la Loi sur le droit d'auteur est uniquement accordé, sur la base du traitement national, aux auteurs des pays Membres de l'OMC.

Les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes des pays Membres de l'OMC ne bénéficient pas, en tant que tels, du régime allemand de rémunération pour copie privée.

Les explications qui suivent ne concernent par conséquent que le droit de rémunération des auteurs.

Il est depuis longtemps admis dans la pratique juridique allemande que les auteurs ressortissants des pays membres de l'Union de Berne jouissent du droit à une rémunération pour copie privée prévu par l'article 54 de la Loi sur le droit d'auteur. Aussi les autorités allemandes ont-elles estimé qu'à compter de 1996, cette pratique juridique s'étendrait aux auteurs de l'ensemble des pays Membres de l'OMC.

Pour ce qui est du fonctionnement du régime de rémunération, les explications suivantes pourront être utiles.

Le droit à rémunération est soumis à un système d'administration collective obligatoire (voir l'article 54 h, paragraphe 1). Cela veut dire que les rémunérations sont perçues collectivement par des sociétés de recouvrement représentant les divers groupes de détenteurs de droit. Cela veut dire aussi que les auteurs doivent être représentés par une société de recouvrement pour pouvoir revendiquer une part des sommes recueillies, lesquelles sont gérées par les sociétés de recouvrement selon un système de répartition qu'elles ont elles-mêmes fixé de façon autonome et dont les règles sont inscrites dans leurs statuts (section 7 de la Loi sur l'administration du droit d'auteur).

L'article 6 de la Loi sur l'administration du droit d'auteur fait obligation aux sociétés de recouvrement de représenter les détenteurs de droit de nationalité allemande ou de toute autre nationalité de l'Union européenne qui le demandent. D'après la doctrine allemande dominante en matière de droit d'auteur, cette obligation légale vaut aussi pour les autres détenteurs de droits étrangers qui bénéficient du traitement national pour des droits soumis à un système d'administration collective obligatoire.

En ce qui concerne la répartition du produit total des redevances perçues sur les copies privées, divers accords sont en vigueur entre les sociétés de recouvrement participant au système. Des accords ont également été conclus avec certaines organisations étrangères de détenteurs de droits pour déterminer la part qui leur revient dans ces rémunérations.

La légalité des pratiques de répartition adoptées par les sociétés de recouvrement est contrôlée par l'Office allemand des brevets en tant qu'organisme public de surveillance.

2. *L'Allemagne applique-t-elle la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.*

Etant donné que nous n'avons peut-être pas très bien saisi ce qu'il faut comprendre par "règle de la durée plus courte" dans le cas des phonogrammes et des représentations ou exécutions d'oeuvres, nous nous efforcerons de donner ci-après des explications complètes sur la durée de protection accordée, en vertu de la législation allemande, aux producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants ressortissants de pays Membres de l'OMC.

Comme indiqué précédemment (voir réponse à la question 1, I. b) et c)), l'article 125, paragraphe 5 et l'article 122, paragraphe 3 accordent aux artistes interprètes ou exécutants une protection dans la mesure prévue par les accords internationaux. La règle énoncée à la première phrase du paragraphe 5 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC se trouve ainsi incorporée dans le droit allemand. La protection de 50 années qui y est prévue est donc applicable aux détenteurs de droit ressortissants de pays Membres de l'OMC.

Les dispositions susmentionnées sont applicables conjointement avec celles de l'article 125, paragraphe 7 et de l'article 126, paragraphe 2, deuxième phrase de la Loi sur le droit d'auteur et l'emportent sur ces dernières (qui assureraient autrement une durée de protection comparativement plus courte).

3. *Prière d'expliquer si et comment l'Allemagne accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme l'exige l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, y compris par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnements ou de services interactifs.*

Cette question renvoie au droit de reproduction exclusif des producteurs de phonogrammes visé à l'article 14, paragraphe 2, de l'Accord sur les ADPIC. Ce droit est consacré à l'article 85, paragraphe 1, de la Loi sur le droit d'auteur, lequel ne précise pas toutefois si la reproduction peut être directe ou indirecte. En conséquence, le droit exclusif porte sur les deux types de reproduction. La reproduction de la radiodiffusion de phonogrammes est notamment couverte par ce droit. Cette interprétation qui prévaut depuis longtemps en droit allemand est confortée par la nécessité d'interpréter la Loi allemande sur le droit d'auteur en conformité avec la Directive n° 92/100/CEE, dont l'article 7, paragraphe 1 fait obligation aux Etats membres d'accorder aux producteurs de phonogrammes le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes.

Les dispositions de la Loi sur le droit d'auteur concernant les droits de reproduction ne traitent pas spécifiquement de la transmission numérique dans le cadre de services d'abonnements ou de services interactifs et il n'existe pas encore de jurisprudence marquante en la matière. La mesure dans laquelle les transmissions numériques ou les préparatifs à cette fin sont couverts par le droit de reproduction est fonction de l'appréciation portée sur les modalités techniques de réalisation.

Le gouvernement fédéral examine actuellement la nécessité de préciser sur le plan juridique la notion de reproduction numérique et d'établir au bénéfice des producteurs de phonogrammes un nouveau droit exclusif ou un droit élargi couvrant les actes de diffusion numérique.

[Question complémentaire]

Est-ce que le droit de reproduction des phonogrammes tel qu'il est énoncé dans la Loi allemande actuelle sur le droit d'auteur couvre clairement la transmission numérique de copies de phonogrammes sur support permanent?

Si la personne effectuant la transmission numérique fait reproduire le phonogramme sur un support permanent au point de réception de cette transmission, cet acte de reproduction est considéré comme étant couvert par le droit de reproduction du producteur de phonogramme énoncé à l'article 85:1.

4. *Prière d'expliquer si et comment l'Allemagne accorde une protection rétroactive totale aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, dont chacun incorpore par référence l'article 18 de la Convention de Berne ou se fonde sur cet article. Prière d'indiquer la date à laquelle remonte cette protection en ce qui concerne chaque catégorie d'objets.*

I. Principes de la protection rétroactive

a) Oeuvres

La manière dont les auteurs ressortissants de pays Membres de l'OMC sont protégés a été expliquée dans la réponse à la question 1, partie I. a). L'obligation d'assurer une protection rétroactive totale de leurs oeuvres (article 9, paragraphe 1, de l'Accord sur les ADPIC lu conjointement avec l'article 18, paragraphe 1 de la Convention de Berne), est d'effet direct en droit allemand. Il peut être intéressant de relever ici que l'article 18, paragraphe 1 de la Convention de Berne avait depuis longtemps pour effet en Allemagne d'assurer une protection rétroactive totale aux nouveaux membres de l'Union de Berne, y compris les Etats-Unis d'Amérique.

Sur la base de la règle énoncée dans la Loi allemande sur le droit d'auteur "vie de l'auteur plus 70 ans après sa mort" et de l'article 7, paragraphe 8 de la Convention de Berne, et compte tenu du fait que les obligations de fond découlant de l'Accord sur les ADPIC sont entrées en vigueur le 1er janvier 1996, la protection rétroactive couvre les oeuvres des auteurs qui ne sont pas décédés avant 1926, sauf si le pays d'origine prévoit une durée de protection inférieure auquel cas celle-ci n'est pas prolongée. Au minimum, la règle "vie de l'auteur plus 50 ans après sa mort" énoncée à l'article 7, paragraphe 1 de la Convention de Berne, s'applique.

(Toutefois, la comparaison des durées de protection autorisée au titre de l'article 7, paragraphe 8 de la Convention de Berne est exclue en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique en vertu de l'Accord bilatéral de 1892.)

b) Phonogrammes et représentations ou exécutions

Les modalités de l'extension aux producteurs de phonogrammes et aux artistes interprètes ou exécutants de la protection assurée par la Loi relative au droit d'auteur ont été expliquées dans la réponse à la question 1, partie I. b) et c).

L'obligation d'offrir une protection rétroactive totale à ces détenteurs de droits (article 14, paragraphe 6, deuxième phrase de l'Accord sur les ADPIC, lu conjointement avec l'article 18, paragraphe 1 de la Convention de Berne) est également d'effet direct en droit allemand.

Sur la base de la première phrase du paragraphe 5 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC et compte tenu du fait que les obligations de fond découlant de l'Accord sur les ADPIC sont entrées en vigueur le 1er janvier 1996, la protection rétroactive couvre les fixations de représentations ou d'exécutions réalisées au plus tôt en 1945.

II. Règles transitoires

Aucune règle transitoire spécifique n'a été adoptée en ce qui concerne les dispositions relatives au droit d'auteur figurant dans l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, les règles transitoires récemment adoptées dans le cadre de l'application de diverses directives communautaires s'appliquent *mutatis mutandis* de la manière suivante:

- a) Lorsqu'une protection est instituée de manière rétroactive, les actes d'exploitation commencés avant le 1er janvier 1996 peuvent être poursuivis dans le cadre initialement prévu. Toutefois, les détenteurs de droits ont droit à une rémunération équitable pour la poursuite de cette exploitation (voir l'article 137 f), troisième alinéa).
- b) Le droit de location exclusif des auteurs de programmes d'ordinateurs ne s'étend pas aux copies de programmes qui ont été acquises par un loueur aux fins de location avant le 1er janvier 1996 (voir l'article 137 d)).
- c) Le droit de location exclusif des auteurs, des producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants ne s'étend pas aux copies de phonogrammes qui ont été acquises ou mises à la disposition du loueur aux fins de location avant le 1er janvier 1996 (voir l'article 137 e), troisième alinéa).

5. *Prière d'expliquer quelles sont les sanctions pénales ou les mesures correctives civiles qui sont prévues en cas d'atteinte au droit d'auteur et dans quelles mesures elles sont pleinement conformes aux obligations énoncées aux articles 41, 45, 50 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la réponse, prière de préciser, entre autres choses, si ces sanctions ou mesures peuvent inclure la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et du matériel ayant servi à la fabrication de ces marchandises, comme l'exigent les articles 46 et 61 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la manière dont il est prévu de prendre des mesures correctives civiles provisoires conformément à l'article 50 de l'Accord.*

Après avoir examiné les dispositions de fond relatives au droit d'auteur, aux marques, aux brevets, etc. (voir les documents de l'OMC IP/C/W/7/Rev.1 du 16 novembre 1995 et IP/C/5 du 30 novembre 1995), le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce examinera les moyens de faire respecter les DPI. La réponse à la question 5 sera donc donnée à l'occasion de cette réunion du Conseil.